



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 435 du 29 mai 2026

- **Ni la guerre ni l'austérité ne sont une fatalité, ce sont les armes du capital et des profiteurs de guerre contre les travailleurs et les peuples** - Galia Trépère
- **Face à la déroute de Milei et au développement de la lutte de classe, « la gauche argentine face à un grand défi »** - Texte de discussion au sein du NPA-R

## **Ni la guerre ni l'austérité ne sont une fatalité, ce sont les armes du capital et des profiteurs de guerre contre les travailleurs et les peuples**

Il a fallu attendre près d'une semaine d'une canicule inédite à cette période de l'année -de 10 à 15 degrés de plus que les normales saisonnières- pour que le gouvernement décide... d'organiser, jeudi, une réunion interministérielle. « *Une réunion pour dire on va mettre en place un plan d'urgence, quand on sait que cette urgence existe depuis des années et des années, c'est irresponsable* », a dénoncé la directrice d'Oxfam France Cécile Dufлот. La vague de chaleur sans précédent qui s'est abattue sur l'Europe ces derniers jours atteste de l'accélération du réchauffement climatique et de la dégradation des conditions de vie qu'elle entraîne, une expression de la faillite du système capitaliste incapable d'organiser la production et les échanges de façon planifiée dans le respect de la nature.

La guerre en est une autre expression. Celle déclenchée par les Etats-Unis le 28 février contre l'Iran pour tenter de sauver la domination du capital américain en assurant sa mainmise sur le Moyen-Orient, tandis que leur allié Israël, dans le prolongement de sa guerre génocidaire contre les Palestiniens, lançait une nouvelle offensive au Liban, n'en finit pas de provoquer ses ravages. Entre prétendus cessez-le-feu et frappes bien réelles qui sèment la mort et la destruction, entre déplacements forcés et pénuries, la vie des populations de la région est devenue un enfer.

Et c'est dans le monde entier que le chaos économique aggravé par l'offensive US et le blocage du détroit d'Ormuz a des conséquences dramatiques qui s'ajoutent à celles d'autres guerres comme au Soudan où une famine terrible menace 20 millions de personnes ou encore en République démocratique du Congo où sévit une nouvelle épidémie d'Ebola, plus meurtrière que les précédentes. La hausse du prix des carburants, du transport maritime, les difficultés d'approvisionnement en engrais, en intrants indispensables à certaines productions industrielles telles

que celle de médicaments ont des conséquences aiguës dont personne ne peut mesurer encore l'étendue.

D'ores et déjà, selon une analyse de Reuters, 279 multinationales ont pris des mesures pour faire payer à leurs salarié-es et aux consommateurs une partie de leurs pertes à venir, par l'augmentation de leurs prix et la réduction de leur production. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 38 millions d'emplois à temps plein seraient menacés d'ici à 2027.

De la même façon que la guerre et la crise qu'elle accentue ne tombent pas du ciel mais sont la conséquence des choix politiques des classes dirigeantes, en premier lieu états-uniennes et occidentales, pour tenter de sauvegarder leur domination mondiale et les profits de leurs multinationales, les solutions qu'elles prétendent mettre en œuvre dans l'intérêt de l'ensemble de la population ne sont que des expédients pour servir les intérêts de leurs groupes capitalistes. Loin d'apporter des réponses, leur fuite en avant dont Trump et les USA donnent la mesure conduit à la catastrophe.

### **Lecornu et le FMI, austérité pour les travailleurs, jackpot pour les multinationales**

« *D'une manière ou d'une autre, cette guerre, sous une forme ou une autre, va durer. On n'a pas fini de subir* ». Le 21 mai, Lecornu tenait une conférence de presse pour faire connaître les mesures gouvernementales face à la crise créée par la guerre -dont il a rendu au passage l'Iran seul responsable-, en particulier la hausse du prix des carburants. Alors que celle-ci, qui s'ajoute à l'inflation déjà existante, provoque une perte de pouvoir d'achat qui oblige les travailleur-es à réduire toutes leurs autres dépenses, le gouvernement a exclu et la réduction des taxes sur les carburants et de toucher au moindre cheveu de TotalEnergies qui a réalisé rien qu'au premier trimestre

2026, grâce à la hausse des cours du pétrole, 5,8 milliards d'euros de bénéfices.

Le gouvernement prévoit un montant total de 1,2 milliard d'euros d'aides ciblées pour certaines professions. Et surtout, Lecornu a annoncé que les 6 milliards supplémentaires de réductions budgétaires prévues en avril devaient être réévaluées. « *La hausse des taux d'intérêt et l'activité de nos forces armées en opérations extérieures dans la région créent inévitablement des dépenses et ont des conséquences sur nos finances publiques qui n'étaient pas prévues lors du vote du budget* », a-t-il précisé. Cette annonce vient après le vote il y a 10 jours d'une rallonge de 36 milliards d'euros de la Loi de programmation militaire, dont 6,6 milliards en 2026 et qui portera le budget de l'armée à 2,5 % du PIB en 2030.

Ces dépenses militaires font partie des dépenses jugées « *prioritaires* » par le Fonds monétaire international (FMI) qui a préconisé le 21 mai un véritable « *ajustement structurel* » pour la France. Rabaissant les prévisions de croissance du PIB de 0,9 % en 2025 à 0,7 % en 2026, il recommande au gouvernement de « *réorienter les dépenses courantes et sociales* » qualifiées d'« *inefficientes* » citant les frais de santé, les allocations chômage et les pensions de retraite, vers « *les dépenses prioritaires* ». L'austérité pour les couches populaires pour continuer à perfuser en argent public les groupes capitalistes dont ceux de l'armement, les détenteurs de la dette publique.

## **S'organiser pour défendre nos droits, contre la guerre, préparer l'affrontement avec les milliardaires pour changer le monde**

Ce programme, cette feuille de route des prochains gouvernements, les classes dirigeantes savent qu'elles ne pourront l'imposer que par la force et elles s'y préparent. Dans le cadre de la révision de la Loi de programmation militaire, tous les partis allant du RN au PS ont voté le 19 mai à l'Assemblée un « *état d'alerte de sécurité nationale* », un régime d'exception qui pourra être activé par décret « *en cas de menace grave et actuelle pesant sur la sécurité nationale* ».

Déjà la répression s'abat sur nombre de militants, de travailleurs ou de jeunes qui dénoncent le génocide en Palestine, contestent l'arbitraire patronal, gouvernemental ou policier. Jusqu'à la dirigeante de la CGT Sophie Binet mise en examen pour la deuxième fois suite à une plainte en diffamation de l'entreprise Tefal dont elle dénonçait la « *répression violente* ». Le 20 juin prochain, à l'initiative

de nos camarades postiers de Sud 92, Brahim, Dalila, Gaël, Mohamed et Yann, qui font appel de leur condamnation scandaleuse par La Poste, aura lieu à Paris une manifestation contre toutes les répressions à l'appel de nombreux secteurs militants visés.

Faire taire, intimider, museler toute contestation, c'est la raison du soutien affiché d'une partie du grand patronat à l'extrême droite et on voit bien, dans la campagne présidentielle qui s'ouvre, à quel point la plupart des candidats déclarés rivalisent de surenchères réactionnaires en particulier sur l'immigration.

Il ne manque pas et ne manquera pas de réactions des travailleur-es, de la jeunesse face à la guerre, face à la politique destructrice et réactionnaire du capital. Nos luttes ont besoin d'un programme indépendant des jeux parlementaires et des rivalités présidentielles qui vont marquer les semaines à venir. La mascarade électorale n'a qu'une fonction, appeler les travailleur-es et les classes populaires à choisir qui défendra les intérêts du capital, ce qu'ils appellent « *la France* » contre eux. Quant aux directions syndicales, elles se refusent à sortir du piège du dialogue social.

Nous avons besoin de notre propre programme social et politique pour défendre nos droits et mettre fin à la dictature du CAC40, des amis de TotalEnergies. Contre la vie chère, les licenciements, la dégradation des services publics, contre la guerre et pour faire payer le capital, il n'y a pas d'autres moyens que de nous préparer à transformer la société. Pour cela, nous avons besoin de construire un pouvoir démocratique des travailleurs et de la population, pour exproprier le capital et prendre en main l'économie et la société que notre travail fait déjà fonctionner.

Nous avons besoin de nous unir autour de nos propres intérêts communs à travers nos luttes tant sociales que politiques. Les unes et les autres sont indissociables.

Toutes celles et ceux qui sont soucieux des intérêts des travailleur-es et des classes populaires pas seulement en paroles mais dans les actes ont pour première préoccupation d'œuvrer à ce rassemblement y compris pour la présidentielle à venir en toute indépendance des partis parlementaires qui servent la bourgeoisie.

Les travailleur-es, la jeunesse ont leur propre campagne politique à mener, une campagne internationaliste et solidaire, une campagne pour s'organiser dans la perspective de défendre leurs intérêts vitaux et changer le monde.

Galia Trépère

## **Face à la déroute de Milei et au développement de la lutte de classe, « la gauche argentine face à un grand défi »**

« *La gauche argentine face à un grand défi* » est le titre d'une lettre ouverte de militants trotskistes argentins en avril au PTS (parti frère de RP en Argentine, principale organisation du FIT-U, Front de Gauche des Travailleurs-Unité) et au FIT-U et à ses sympathisant-es.

Ce courrier<sup>1</sup> interpelle sur l'indispensable unité des révolutionnaires dans le nouveau contexte de « *crise, turbulences, ruptures et brusques virages historiques* » que nous vivons, selon l'expression d'un des auteurs, Ariel Petruccelli.

En effet, Milei, l'ultraréactionnaire à la tronçonneuse, atteint des records d'impopularité. Après une première défaite électorale en septembre, il a pu améliorer son score en novembre mais seulement grâce à Trump menaçant le pays de banqueroute financière en cas de désaveu de son allié. La déroute en cours de Trump suite à l'agression criminelle des USA et d'Israël contre l'Iran et à la crise mondiale qu'elle a provoquée, pourrait bien accélérer sa chute...

De jour en jour, le délire réactionnaire de Milei se heurte à la réalité : des dizaines de milliers de manifestant-es pour exiger des comptes sur les prisonnier-es, torturé-es et assassiné-es, « *Mémoire, Vérité et Justice* » le 24 mars dernier, cinquante ans après le début de la dictature d'extrême droite de Videla.

Des milliers de grévistes et manifestant-es enseignant-es dans le pays, au Sud, à Chubut, « *auto-convoqué-es* » donc, indépendamment des directions syndicales et les entraînant, créant une assemblée ouverte aux autres travailleur-ses, contre les baisses de salaires : « *avec la faim, on ne peut apprendre ni enseigner* ». Alors qu'un hiver rude s'annonce, après la suppression des aides au chauffage, des transports en commun réduits au minimum par manque de carburant, la population met des heures pour aller travailler, et fait des heures de queue pour un poste de travail ou aux distributions alimentaires organisées par en bas...

Le mouvement insurrectionnel qui depuis quatre semaines s'est développé dans la Bolivie voisine contre le réactionnaire Paz tout juste élu, à partir des indigènes pour s'élargir aux travailleurs contre les bas salaires et le carburant avarié, avec lundi des mineurs manifestant la dynamite à la main, encourage la contestation. Il donne aux questions politiques auxquelles sont confronté-es les révolutionnaires d'Argentine un écho par-delà les frontières.

La situation et les perspectives qu'elle ouvre appellent une discussion politique sans sectarisme au sein du front électoral qui regroupe quatre organisations trotskistes de plus en plus populaires ces derniers mois et au-delà, dans l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire. En résumé : quelle politique pour contribuer à armer les révoltes ouvrières et populaires que provoque la déroute mondialisée de la classe des milliardaires et de leurs serviteurs ?

## **La déroute de Milei, colère et lutte de classe**

Depuis deux ans et demi qu'il est au pouvoir, Milei, serviteur libertarien zélé du capitalisme le plus prédateur, défenseur des cryptomonnaies sur lesquelles il a lui-même spéculé en entraînant des spéculateurs dans un scandale financier, a contribué à la déstabilisation de la bourgeoisie argentine, mais surtout sapé les revenus des classes populaires, qui sont à bout.

L'inflation était 34 % en avril 2026. Les salaires dans le secteur privé ont baissé de 8 % par rapport à 2023, ceux du public de 23 %, les retraité-es ont perdu 24 % de leur

pouvoir d'achat ; leurs mobilisations, ainsi que celles des personnes porteuses d'handicap, ont été réprimées.

Pour survivre, la population a dû s'endetter ; dans les secteurs les plus défavorisés, 34 % de leur dette contractée auprès de banques virtuelles et autres porte-monnaie financiers non bancaires ne peut plus être remboursée.

La politique de Milei et de son ministre Caputo privilégie la spéculation, l'agro-industrie et les industries d'extraction minière, pétrolière et forestière aux dépens des secteurs plus traditionnels de production industrielle.

La production agro-industrielle s'est accrue de 43 %, le secteur financier de 20 % et les mines et pétrole de 18 % alors que les activités qui engendraient le plus d'emplois s'effondrent : l'industrie régresse de 9 %, le commerce de 5 % et le bâtiment de 14 %.

Depuis l'accession au pouvoir de Milei, il y a eu 309 000 emplois formels supprimés, augmentant le nombre de chômeur-ses (383 personnes à la rue par jour) et de travailleur-ses informel-les déjà nombreux-ses.

Le secteur privé a licencié plus de 206 000 personnes, le public plus de 84 000, le travail domestique 18 000.

Milei a coupé dans les budgets des travaux publics, des programmes sociaux, des retraites et de l'éducation.

Il est arrivé au pouvoir en surfant sur le désespoir, la misère sociale engendrés par des années de gestion du capitalisme par l'alternance de partis de droite, radicaux ou péronistes. Ces derniers, du nom du général populiste Perón qui, à la fin de la Seconde guerre mondiale, put pratiquer une politique démagogique vis-à-vis des plus pauvres aidé par sa populaire femme Eva Perón sur la base du développement de l'agro-industrie, ont pu apparaître « de gauche » comme l'ex-présidente Cristina Fernández, que Milei, pour l'empêcher de se présenter aux élections contre lui, a fait condamner... pour corruption !

Les péronistes qui, au Parlement, ont soutenu ou ne se sont pas opposés aux lois de Milei, se sont totalement discrédités ces dernières années, et avec eux les centrales syndicales qui leur sont inféodées, comme la CGT.

La colère et les luttes en cours révèlent que le monde du travail n'est pas vaincu, ainsi que la fragilité des démagogues d'extrême droite comme Milei et autres alliés de Trump.

Elles s'expriment sur le terrain politique à travers une sympathie grandissante pour les révolutionnaires à un degré jamais atteint. La camarade députée du PTS et candidate à la présidentielle de novembre 2027 pour le Front de Gauche des Travailleurs-Unité (FIT-U), l'avocate Myriam Bregman, est créditée à 10 % des voix avec 50 % de sympathie dans le pays, bien plus que Milei et même les péronistes « de gauche » comme Axel Kicillof (le candidat pressenti pour succéder à Cristina Fernández) ou le chrétien de gauche Juan Grabois.

## **Face à la déroute des serviteurs des milliardaires, rassembler les forces révolutionnaires sur le terrain de l'indépendance de classe**

Le mouvement trotskyste argentin est un des plus importants au monde, avec une forte et ancienne implantation des divers courants internationaux, dans un pays où le mouvement ouvrier n'a pas connu la domination d'un Parti socialiste ou communiste, le péronisme, mouvement populiste bourgeois ayant après la Seconde guerre mondiale occupé le terrain.

En 1982, le mouvement révolutionnaire qui avait été proscrit et féroce réprimé pendant la dictature établie par le coup d'État de 1976 (et qui dura jusqu'en 1984), s'est principalement reconstitué en une organisation de masse, le MAS (Mouvement vers le Socialisme) qui, comme le mouvement trotskiste international, n'a su ni pu surmonter les difficultés militantes et les divergences, en particulier suite à la chute du Mur et à la nouvelle phase de développement du capitalisme. Il a explosé à partir de la fin des années 80 en plusieurs organisations se réclamant de la IV<sup>ème</sup> Internationale et d'un de ses représentants argentins, Nahuel Moreno.

Après des années difficiles pour toutes les organisations, un premier front électoral révolutionnaire s'est créé en 1989, Izquierda Unida (Gauche Unie), une alliance obligée aussi car impossible sinon de se présenter aux élections présidentielle ou législative. Sa tête de liste, Luis Zamora, avocat membre du MAS, fut le premier député trotskiste argentin, élu en 1989 avec plus de 3 % des voix.

Les militant·es de ces organisations et d'autres encore ont été présent·es dans le très profond mouvement de 2001 suite au corralito (crise bancaire qui a menacé le pays de banqueroute) dont le slogan était « *¡ Que se vayan todos !* » (qu'ils s'en aillent tous, les politiciens)<sup>2</sup>, entraînant en quelques mois la chute du président radical De la Rúa -fuyant les manifestant·es en hélicoptère !- et de deux ministres de l'économie.

Il s'en est suivi un regain de militantisme dans les entreprises, les quartiers, dans le mouvement de femmes dont allait naître le puissant mouvement Ni Una Menos. En 2015, celui-ci allait déclencher une vague de mobilisation féministe en particulier contre les féminicides qui allait gagner le monde et aboutir à la fin de l'interdiction de l'avortement en Argentine en 2021.

Dans ce contexte, en 2011, trois organisations trotskistes ont constitué un front électoral, le FIT (Front de Gauche et des Travailleurs) : PO (Partido obrero), le PTS, (Parti des Travailleurs Socialistes) et IS (Izquierda socialista)

Le FIT a représenté une nouvelle étape du mouvement trotskiste argentin. Son premier candidat, Jorge Altamira, était membre du PO, organisation active au sein du mouvement des *piqueteros* (chômeurs organisant des blocages -piquets- insurrectionnels sur les routes dans les années 90 pour obtenir une indemnité chômage), et contrairement aux autres composantes du front, non issue du MAS ni d'un courant moréniste.

Actuellement, depuis 2019 et la formation du FIT-U avec l'intégration du MST (Mouvement socialiste des travailleurs) et une crise dans PO qui a abouti à l'exclusion de

son principal dirigeant, Altamira, c'est le PTS qui a les député·es les plus en vue.

Même si ce front n'est qu'électoral et se réduit à une rotation tous les deux ans de dirigeant·es des partis membres aux postes de député, il est le reflet du militantisme de milliers de révolutionnaires dans les transports, les hostos, l'éducation, les facs, les équipementiers auto, la céramique, l'imprimerie et bien d'autres secteurs, de leur participation à des occupations d'entreprises qui sont restées auto-gérées parfois longtemps comme l'hôtel Bauén ou Zanon, avec des élu·es aux scores parfois étonnants comme le travailleur territorial Alejandro Vilca, élu député à Jujuy, petite ville industrielle de province avec 23 % des voix en 2021 et réélu en 2025.

La situation actuelle pourrait ouvrir une nouvelle étape non seulement du FIT-U, mais aussi pour faire fructifier ce passé militant aussi riche que varié, en répondant aux exigences de l'heure.

Il s'agit de contribuer à ce que ce soit l'ensemble du mouvement qui, pour reprendre l'expression du PTS, « *tire profit de la situation* » plutôt que ce dernier cherche en premier lieu à se développer lui-même comme il l'a fait en organisant le Premier mai son propre meeting sans le reste du FIT-U, avec 5000 personnes dans un stade alors que PO, IS et le MST étaient rassemblés Place de mai.

A ce meeting, Myriam Bregman a appelé à un « *parti de la nouvelle classe ouvrière* » féminisée, précarisée, pour selon ses mots, élargir son organisation surtout implantée dans les syndicats, en ignorant les autres membres du FIT-U dont elle est pourtant la candidate pour la présidentielle. Sans se soucier non plus de celles et ceux qui regardent maintenant vers les révolutionnaires en s'organisant à la base, syndicalement, dans des associations ou des collectifs, qui pourraient être entraîné·es dans une dynamique d'unité démocratique des révolutionnaires plutôt que d'être invité·es à participer à l'auto-construction de chaque organisation.

## **Une stratégie, un programme pour les luttes engendrées par la faillite capitaliste, pour le socialisme**

Cette discussion est en lien avec la compréhension que les différents courants ont de la phase actuelle de développement du capitalisme : est-ce qu'il peut encore avoir la capacité de s'adapter aux développements technologiques et des forces productives pour trouver un nouveau souffle, ou est-ce qu'il est au contraire sénile, impuissant à surmonter sa crise d'accumulation. Ce débat bouscule des analyses bien ancrées dans le FIT-U comme la nature semi-coloniale de pays comme l'Argentine dans le cadre de la persistance de l'impérialisme tel que décrit et défini par Lénine il y a plus d'un siècle.

La période de guerres et de révolutions dans laquelle l'humanité est entrée suite à la grande récession de 2008-2009 oblige à bousculer ce conservatisme qui atteint l'ensemble des tendances révolutionnaires pour antici-

per la nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier à venir en relation avec la marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé.

Il est clair que s'approprier les leçons du trotskysme conduit à reformuler le programme de la nouvelle phase de la révolution permanente qui a commencé.

Les camarades du PTS veulent tirer profit de la popularité de Myriam Bregman en combinant la campagne du FIT-U et le développement du PTS en construisant autour de lui des comités. Emilio Albamonte, dirigeant du PTS s'en explique dans une interview : « *Tirer parti des avancées de la gauche révolutionnaire en Argentine.* »<sup>3</sup> : « *Nous pensons qu'une part importante de l'activité des comités devrait être consacrée à la discussion programmatique et stratégique. Nous allons publier un manifeste dans lequel nous développons plusieurs axes que nous considérons comme fondamentaux pour discuter d'un programme et d'une stratégie qui permettent de faire avancer la cause de la classe ouvrière.*

*Les comités, au-delà de l'action elle-même, doivent consacrer du temps au débat sur un programme capable d'apporter une réponse aux besoins des travailleurs, contre la dictature des grands groupes patronaux et de la droite.*

*Parallèlement aux comités, nous avons commencé, au PTS, à discuter de propositions concrètes visant à créer des espaces d'élaboration programmatique et stratégique auxquels nous souhaitons inviter les camarades désireux de contribuer à ce travail, à commencer par les intellectuels qui participent déjà à la discussion sur la manière de tirer parti de la nouvelle place qu'occupe la gauche révolutionnaire dans la situation politique nationale.* »

L'enjeu rassemble l'ensemble des courants et dépasse le cadre de la situation en Argentine. La discussion concerne l'ensemble du mouvement révolutionnaire pour nous donner les moyens d'intervenir dans les révoltes et révolution en gestation, pour réarmer le mouvement ouvrier, nous préparer à dépasser la critique révolutionnaire du capitalisme pour préparer les luttes pour le pouvoir des travailleurs-ses.

## **Quel parti démocratique du prolétariat fondé sur une stratégie révolutionnaire, le pouvoir des travailleurs-ses pour le socialisme ?**

Une politique visant à combiner campagne politique et intervention dans les luttes implique effectivement la constitution de « *comités de lutte pour un gouvernement ouvrier, Myriam Bregman présidente* » pour reprendre la formulation des camarades auteurs de la lettre ouverte afin d'y faire campagne, d'y entraîner les militant.es ancienn.es, nouvelles, nouveaux ou inorganisé.es, de forger à la chaleur des luttes une discussion collective sur un programme et une stratégie pour un gouvernement des travailleurs-ses incarné par la candidature révolutionnaire, en dépassant les organisations existantes, en collaboration entre elles, fondée sur des rapports démocratiques.

L'OST (Organisation Socialiste des Travailleurs, jeune groupe issu du Nuevo MAS, non membre du FIT-U, ayant participé aux Conférences internationales de Milan et Paris, en discussion avec le NPA-R) écrit à ce sujet : « *il est nécessaire de promouvoir des assemblées ouvertes et des espaces de coordination pour surmonter le caractère purement électoral du FIT-U, la seule manière de vraiment profiter de l'opportunité politique qui s'ouvre à la gauche révolutionnaire* »<sup>4</sup>

Le problème n'est certes pas de poser au cours de ces élections la question de la prise du pouvoir, mais bien d'utiliser la tribune électorale pour populariser, élargir les mobilisations, leur proposer un programme en lien avec la question politique centrale du pouvoir des travailleurs-ses pour en finir avec le pouvoir des milliardaires.

C'est en ce sens que le MST, membre du FIT-U, s'est aussi adressé au PTS dans une lettre ouverte : « *Ce qui est une réussite politique que tout notre front doit comprendre, analyser et essayer de nous donner des politiques et des initiatives communes afin qu'ensemble notre force d'unité de gauche se développe et avance beaucoup plus (...), que nous travaillions ensemble pour que notre front ne soit pas réduit à des possibilités électorales, mais qu'il soit un facteur d'organisation de milliers de militants derrière une stratégie commune* »<sup>5</sup>

La situation met en effet en avant la nécessité d'une propagande socialiste large et collective pour s'organiser pour un autre système de production, pour la révolution, le socialisme et le communisme, pour l'expropriation des banques, des entreprises nationales et multinationales, des propriétaires terriens, pour leur prise en main par les travailleurs-ses qui non seulement annuleront les dettes, mais instaureront un monopole bancaire sous leur contrôle.

## **Un débat qui concerne le mouvement révolutionnaire international**

La discussion qui s'est engagée entre révolutionnaires en Argentine, l'expérience dont elle s'inspire, ne peut être qu'un apport pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Elle est symptomatique de la période et des problèmes qu'elle pose au monde ouvrier et aux révolutionnaires à l'ère du capitalisme prédateur financiarisé et mondialisé.

Elle naît des nouvelles nécessités de la période qui pousse à dépasser les sectarismes pour discuter de comment affronter ensemble ce « grand défi » qui est de répondre aux tâches de l'heure, à la fois grave et porteuse d'immenses possibilités révolutionnaires.

Les questions qu'elle soulève sont aussi les nôtres : la nécessité d'un programme basé sur l'analyse de la période, d'unité des révolutionnaires dans l'action et le débat avec les couches populaires et de jeunes qui viennent à la politique et à l'organisation pour le forger, de faire de la campagne présidentielle une campagne d'organisation pour des revendications offensives du monde du travail en vue

de populariser la nécessité de sa prise du pouvoir et les idées du socialisme, contribuer à l'organisation démocratique et dynamique du monde du travail, des migrant.es,

des femmes et des jeunes prenant leur sort et l'avenir de la société en main.

*Mónica Casanova*

Notes

1 [Courrier de trotskistes argentins au PTS et au FIT-U](#)

2 Voir le livre « *Que se vayan todos ! Le peuple d'Argentine se soulève* » de François Chesnais et Jean-Philippe Divès, Ed. Nautilus, 2005

3 <https://www.revolutionpermanente.fr/Tirer-parti-des-avancees-de-la-gauche-revolutionnaire-en-Argentine-entretien-avec-Emilio-Albamonte>

4 [Texte de l'OST « Débat dans le FIT-U »](#)

5 [Courrier du MST au PTS](#)